



NOTE DE CONJONCTURE

NOVEMBRE 2025

LA TURQUIE, LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS : GÉRER UN TRIANGLE STRATÉGIQUE

PROF. DR. EVREN BALTA

*Coordinateur académique, Forum politique mondial TÜSİAD et
maître de conférences, Université Özyegin*

LA TURQUIE, LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS : GÉRER UN TRIANGLE STRATÉGIQUE

Prof. Dr. Evren Balta, Coordinateur académique, Forum politique mondial TÜSiAD et maître de conférences, Université Özyegin

Résumé

Depuis 2016, les relations de la Turquie avec la Russie et les États-Unis ont évolué vers un triangle stratégique caractérisé à la fois par la coopération et les contraintes. Cette structure triangulaire reflète la position de la Turquie en tant qu'alliée de l'OTAN qui entretient simultanément des liens étroits avec la Russie dans les domaines de la défense, de l'énergie et de la diplomatie. Au cours de la dernière décennie, Ankara a utilisé ses relations avec Moscou pour équilibrer, négocier et parfois envoyer des signaux à Washington, tandis que sa dépendance continue à l'égard des systèmes financiers, des technologies de défense et de la légitimité institutionnelle des États-Unis a limité la portée de cette autonomie.

De la tentative de coup d'État de 2016 à la présidence Trump de 2025, la gestion de ce triangle par la Turquie a connu trois phases. Entre 2016 et 2021, le rapprochement avec la Russie a permis de soulager à court terme l'isolement stratégique et est devenu un outil de négociation avec les États-Unis. Entre 2022 et 2024, l'inva-

sion de l'Ukraine par la Russie et la résurgence de la discipline de l'OTAN ont réduit la marge de manœuvre de la Turquie, conduisant à un réengagement avec l'alliance transatlantique. En 2025, sous la deuxième administration Trump, le triangle est entré dans une phase de normalisation transactionnelle : renouveau du dialogue avec Washington, pragmatisme continu avec Moscou et accent mis sur la stabilité plutôt que sur la confrontation.

Tout au long de cette période, les relations avec la Russie ont constamment influencé les relations de la Turquie avec Washington, tantôt comme levier, tantôt comme handicap. Il en résulte une autonomie asymétrique : la Turquie conserve sa capacité à agir de manière indépendante dans les domaines tactiques, mais sa posture stratégique reste limitée par des dépendances croisées vis-à-vis des États-Unis et de la Russie. La gestion de cet équilibre continuera à façonner la diplomatie d'Ankara au cours de la prochaine décennie.

INTRODUCTION : L'ARCHITECTURE TRIANGULAIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE TURQUE

La période depuis 2016 a transformé l'environnement de la politique étrangère turque de manière plus spectaculaire que n'importe quelle autre décennie depuis la fin de la guerre froide. La tentative de coup d'État manquée du 15 juillet 2016 a redéfini les priorités en matière de sécurité nationale, catalysé un glissement vers la centralisation présidentielle et accéléré

un processus de rééquilibrage entre les alliances occidentales de la Turquie et ses partenariats régionaux.¹ La Russie est apparue à la fois comme un défi et une opportunité : un partenaire dans le domaine de l'énergie et de la gestion des crises, un concurrent en Syrie et dans le Caucase, et un contrepoids potentiel à ce qui est perçu comme une ingérence excessive de l'Occident.²

Dans ce processus, les relations avec les États-Unis et la Russie sont devenues des variables interdépendantes. La coopération avec Moscou

1 Akkoyunlu, K., 2021. The Five Phases of Türkiye's Foreign Policy under the AKP. *Social Research: An International Quarterly*, 88(2), pp.243-270.

2 Balta, E., 2019. From geopolitical competition to strategic partnership: Türkiye and Russia after the cold war. *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, 16(63), pp.69-86.

a souvent servi à manifester le mécontentement envers Washington, tandis que les frictions avec la Russie ont renforcé la dépendance d'Ankara vis-à-vis de l'OTAN. Les États-Unis sont restés indispensables sur les plans financier, technologique et institutionnel, mais leurs politiques à l'égard de la Syrie, de la Méditerranée orientale et des sanctions ont périodiquement mis à rude épreuve l'alliance.³

Le modèle triangulaire reflète cette dynamique. En son cœur réside une asymétrie : la Turquie dépend structurellement des États-Unis pour la défense et les finances, et de la Russie pour l'énergie et l'accès à la région, tandis que les deux grandes puissances considèrent Ankara comme un partenaire utile mais secondaire. Pour la Turquie, la tâche stratégique a consisté à transformer cette asymétrie en levier - utiliser l'engagement avec une puissance pour gérer ses relations avec l'autre sans provoquer l'aliénation de l'une ou de l'autre. Cette approche a parfois ressemblé à une stratégie de couverture, mais elle diffère de la couverture classique en ce que les dépendances de la Turquie sont inégales et que ses actions sont davantage transactionnelles que motivées par l'évitement du risque.. Plutôt que de chercher simplement à se prémunir contre l'incertitude, Ankara a cherché à transformer sa position entre les deux puissances en une forme de capital diplomatique.⁴ Le degré de réussite de cette stratégie a varié au fil du temps, mais la quête de cette autonomie asymétrique et limitée définit la politique étrangère turque depuis 2016.

2016-2021 : RAPPROCHEMENT CONTRÔLÉ ET NÉGOCIATIONS STRATÉGIQUES

La tentative de coup d'État et la recherche d'une flexibilité stratégique

Au lendemain de la tentative de coup d'État de 2016, un rapprochement pragmatique avec la Russie s'est amorcé. La perception selon laquelle les États-Unis avaient réagi tièdement au coup d'État – et qu'ils hébergeaient Fethullah Gülen, qu'Ankara accusait de l'avoir orchestré – a créé une profonde méfiance.⁵ Le soutien précoce et explicite apporté par la Russie au président Erdogan a offert une forme de validation politique à un moment de vulnérabilité intérieure.

Cette solidarité politique s'est rapidement traduite par une coopération renouvelée dans de nombreux domaines. Les sanctions économiques imposées par Moscou après la crise des avions de 2015⁶ ont été levées, le tourisme a repris et les canaux de dialogue politique ont été rouverts. Parallèlement, Ankara a utilisé ce réchauffement avec Moscou pour signaler à Washington qu'elle disposait de partenaires alternatifs. Le message ne traduisait pas une volonté de quitter l'OTAN, mais constituait un avertissement selon lequel la Turquie diversifierait ses options si ses préoccupations stratégiques n'étaient pas prises en considération.

Syrie, diplomatie du leadership et coordination tactique

La réconciliation avec Moscou après la crise aérienne de 2015 a été facilitée non seulement par des intérêts économiques mutuels, mais aussi par le malaise croissant d'Ankara face à la

3 Alim, E., 2022. Strategic hedging in the Black Sea: The case of Türkiye versus Russia. *Comparative strategy*, 41(5), pp.459-482.

4 Harunoglu, N.Ç., Sever, A. and Ersen, E., 2021. *Türkiye between the United States and Russia: surfing on the edge*. Bloomsbury Publishing PLC.

5 Martin, L.G., 2025. Challenging friends: Türkiye-US relations. *All Azimuth: A Journal of Foreign Policy and Peace*, 14(1), pp.3-19.

6 La Turquie a abattu un avion de chasse Su-24 russe près de la frontière syrienne le 24 novembre 2015, ce qui a conduit Moscou à imposer des sanctions, à suspendre le tourisme et à geler les relations diplomatiques. Après que le président Erdogan ait exprimé ses regrets à la mi-2016 et suite au soutien rapide de la Russie après la tentative de coup d'État de juillet 2016 en Turquie, les deux dirigeants ont rétabli leurs relations et ouvert la voie à un rapprochement stratégique ultérieur.

collaboration des États-Unis avec les YPG kurdes syriens ; la coordination avec la Russie est ainsi devenue à la fois un contrepoids à la politique occidentale en Syrie et un moyen de retrouver une marge de manœuvre opérationnelle le long de sa frontière méridionale. Le processus d'Astana, lancé en 2017, symbolisait ce nouveau cadre de coopération. Bien que la Russie et la Turquie aient soutenu des camps opposés dans le conflit syrien, elles reconnaissaient toutes deux l'intérêt d'une désescalade et d'une gestion conjointe des crises. La Russie a obtenu l'acquiescement de la Turquie à la survie du régime d'Assad ; la Turquie a obtenu la liberté d'action contre les YPG kurdes le long de sa frontière.

Pour Washington, la coordination turco-russe a compliqué les efforts américains de gestion du conflit syrien. L'opposition d'Ankara au soutien apporté par les États-Unis aux Forces démocratiques syriennes a approfondi les tensions au sein de l'OTAN et renforcé le sentiment de divergence. Parallèlement, la participation de la Turquie au processus d'Astana visait en partie à encourager l'engagement des Etats-Unis : en démontrant qu'elle pouvait agir avec la Russie, Ankara cherchait à pousser Washington à davantage de concertation et de flexibilité en matière de politique régionale.⁷

Énergie et défense : deux canaux de dépendance

Durant cette période, la coopération énergétique et militaire avec la Russie s'est nettement intensifiée.⁸ La construction de la centrale nucléaire d'Akkuyu et l'achèvement du gazoduc TurkStream ont fait de la Russie à la fois le principal fournisseur d'énergie de la Turquie et un investisseur de long terme dans ses infrastructures stratégiques. Ces projets ont

apporté des bénéfices économiques à court terme et renforcé le rôle de la Turquie comme hub énergétique, mais ils ont également accru sa dépendance à long terme vis-à-vis des technologies et du financement russes.

La rupture la plus importante dans les relations de défense entre les États-Unis et la Turquie est survenue lorsque Ankara a décidé, en 2017, d'acquérir le système de défense aérienne S-400 de fabrication russe. Conçue à la fois comme un signal d'autonomie stratégique et comme une réaction au refus de Washington d'autoriser la vente de missiles Patriot, cette acquisition est rapidement devenue un test décisif de la confiance au sein de l'alliance.⁹ Lorsque les premiers composants sont arrivés en 2019, les États-Unis ont suspendu la Turquie du programme F-35 Joint Strike Fighter et gelé le transfert des appareils déjà produits pour son armée de l'air. Il s'en est suivi près de deux années d'impasse politique : le président Trump a résisté aux appels du Congrès en faveur de mesures punitives, arguant que la Turquie avait été traitée injustement et que sanctionner un allié de l'OTAN nuirait à l'industrie américaine. Sous une pression bipartite croissante, l'administration a finalement imposé des sanctions en décembre 2020 en vertu de la loi CAATSA (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*). Ces mesures visaient la Présidence des industries de défense (SSB) de la Turquie et plusieurs hauts responsables, restreignant les licences d'exportation, les prêts et l'accès au financement américain dans le domaine de la défense.

Cet épisode a illustré les limites de la stratégie d'équilibre d'Ankara : l'accord sur les S-400 a renforcé la coopération en matière de défense

7 Dalay, G., 2021. *Turkish-Russian relations in light of recent conflicts: Syria, Libya, and Nagorno-Karabakh* (No. 5/2021). SWP Research Paper.

8 Erşen, E. and Çelikpala, M., 2019. Türkiye and the changing energy geopolitics of Eurasia. *Energy Policy*, 128, pp.584-592.

9 Yetim, H.T. and Hazar, A., 2023. S400s, sanctions and defiance: explaining Türkiye's quest for strategic autonomy and the US response. *Southeast European and Black Sea Studies*, 23(1), pp.179-199.

avec Moscou, tout en limitant simultanément la marge de manœuvre d'Ankara au sein de l'OTAN. La question des S-400 est devenue une source de tension structurelle dans les relations entre les États-Unis et la Turquie, réduisant la confiance même sur des questions où les intérêts convergeaient, telles que la lutte contre le terrorisme et la sécurité en mer Noire.

Contexte intérieur et signaux envoyés à Washington

L'approfondissement des liens avec la Russie comportait également une dimension intérieure. Le discours sur l'indépendance souveraine, renforcé par une rhétorique critique à l'égard de l'Occident, a contribué à légitimer la transformation de la Turquie après le coup d'État. Toutefois, Ankara n'a jamais cherché à substituer une alliance par une autre. Tout au long de cette période, les responsables turcs ont régulièrement réaffirmé leur engagement envers l'OTAN et ont recherché des solutions transactionnelles avec les États-Unis. La stratégie sous-jacente consistait à utiliser la coopération avec Moscou comme un instrument de négociation, un moyen d'attirer l'attention de Washington sur les préoccupations sécuritaires d'Ankara et d'accroître son pouvoir de négociation.

Entre 2016 et 2021, le rapprochement de la Turquie avec la Russie n'était donc pas une alternative à son alignement occidental, mais un mécanisme destiné à le rééquilibrer. Le triangle fonctionnait comme un système de négociation : Moscou offrait des opportunités tactiques, Washington restait le partenaire indispensable et Ankara cherchait à tirer parti des deux.

2022-2024 : RÉAJUSTEMENT SOUS CONTRAINTE

La guerre en Ukraine et le retour de la discipline d'alliance

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a transformé l'environnement stratégique. La guerre a réaffirmé la pertinence de l'OTAN et placé la Turquie dans une position où la neutralité n'était plus sans conséquence.¹⁰ Le recours par Ankara à la Convention de Montreux pour fermer le détroit aux navires de guerre a souligné son engagement envers l'alliance transatlantique. Cette décision a été largement interprétée à Washington comme le signe que la Turquie continuait de considérer ses intérêts sécuritaires comme alignés sur le cadre collectif de l'OTAN.

Parallèlement, Ankara a maintenu une communication ouverte avec Moscou, ce qui lui a permis de jouer un rôle de médiation.¹¹ La vente de drones Bayraktar à l'Ukraine et la facilitation par la Turquie de l'initiative céréalière de la mer Noire ont démontré qu'un engagement constructif avec les deux parties pouvait renforcer le profil diplomatique d'Ankara. Pour les États-Unis, le rôle de la Turquie dans l'accord céréalier et son contrôle de l'accès à la mer Noire étaient essentiels à l'effort occidental plus large visant à contenir l'influence de la Russie. La guerre a ainsi renforcé la valeur institutionnelle de la Turquie au sein de l'OTAN. Elle a également rappelé à Ankara l'importance durable de l'alliance pour sa propre sécurité : la coopération avec la Russie pouvait offrir une flexibilité tactique, mais l'engagement avec Moscou n'a jamais signifié accepter la primauté russe en mer Noire.

¹⁰ Balta, E. and Bal, H.B., 2025. How do middle powers act? Türkiye's foreign policy and Russia's invasion of Ukraine. *International Politics*, pp.1-23.

¹¹ Butler, M.J., 2024. Ripeness obscured: inductive lessons from Türkiye's (transactional) mediation in the Russia–Ukraine war. *International Journal of Conflict Management*, 35(1), pp.104-128.

L'économie des sanctions et l'interdépendance financière

Après l'invasion de l'Ukraine, les États-Unis et l'UE ont imposé des sanctions économiques et financières sans précédent à Moscou. Ankara, invoquant sa politique de longue date d'alignement uniquement sur les sanctions mandatées par l'ONU, a choisi de ne pas participer à ces mesures, affirmant ainsi une forme de non-alignement. Cette posture ne représentait pas un simplement un refus de conformité, mais une contestation normative : une tentative délibérée de renégocier les frontières normatives du régime de sanctions européen.¹²

En pratique, l'économie des sanctions a offert des bénéfices à court terme à Ankara (élargissement du commerce, afflux d'investissements de la part des entreprises russes et revenus touristiques soutenus), mais a également exposé Ankara à un contrôle croissant de la part de Washington et de Bruxelles. À la mi-2023, sous la menace de sanctions secondaires, le gouvernement a renforcé les contrôles à l'exportation, introduit des restrictions sur la réexportation de biens à double usage et renforcé la surveillance des transactions financières. En d'autres termes, sous un contrôle renforcé de la part de Washington et de Bruxelles, Ankara a commencé à aligner ses pratiques financières plus étroitement avec les normes transatlantiques, non pas par une adhésion formelle au régime de sanctions, mais par une conformité sélective, au cas par cas.

Cet ajustement a révélé une asymétrie structurelle souvent négligée dans les débats politiques : tandis que la dépendance énergétique lie la Turquie à la Russie, la dépendance financière et institutionnelle l'ancre bien plus fortement aux systèmes occidentaux. L'accès au système de compensation en dollars, au crédit et à l'assurance demeure indispensable pour

l'économie de la Turquie, ce qui signifie que sa marge de manœuvre vis-à-vis des sanctions est ultimement contrainte par l'interdépendance transatlantique.

L'érosion de l'influence régionale de la Russie

Alors que la guerre mettait à rude épreuve les ressources de la Russie, sa capacité à projeter de l'influence en Syrie et dans le Caucase a diminué. La Turquie a saisi cette occasion pour consolider ses propres positions. Dans le nord de la Syrie, Ankara a intensifié ses opérations contre les éléments des YPG ; dans le Caucase du Sud, elle a soutenu les efforts de l'Azerbaïdjan pour affirmer son contrôle sur le Haut-Karabakh. Ces initiatives, bien que partiellement coordonnées avec Moscou, ont également souligné l'autonomie croissante de la Turquie dans le voisinage immédiat de la Russie.

Pour les États-Unis, l'affaiblissement du rôle régional de la Russie avait deux implications. Premièrement, il réduisait les inquiétudes quant à une possible dérive irréversible de la Turquie vers l'orbite de Moscou. Deuxièmement, il a rouvert un espace pour un réengagement prudent avec Ankara sur la sécurité en mer Noire et en Méditerranée orientale. L'approche de l'administration Biden mettait l'accent sur la stabilité et le dialogue institutionnel plutôt que sur la confrontation, reflétant une reconnaissance partagée que la coopération de la Turquie était nécessaire pour une gestion régionale efficace.

Ainsi, en 2024, la dynamique triangulaire est entrée dans une nouvelle phase de rééquilibrage constraint. La coopération avec la Russie s'est poursuivie dans les domaines de l'énergie et du commerce, mais sa nature a évolué : la relation avec Moscou, qui était autrefois un instrument diplomatique permettant de signaler son autonomie à Washington, est devenue une

¹² Renda, K.K., Özçelik, A.O. and Tabak, H., 2023. *Türkiye's proactive contestation of EU sanctions against Russia: European normative order vs. geopolitical realities*. *Southeast European and Black Sea Studies*, 23(4), pp.757-780.

contrainte d'équilibre, ancrant les ambitions régionales de la Turquie dans les réalités de la discipline d'alliance et de la dépendance financière.

Pendant cette période, le discours public a également évolué. Dans l'immédiat après-2016, la rhétorique anti-occidentale renforçait le discours d'indépendance et de solidarité avec la Russie. Après 2022, le ton a évolué vers un nationalisme pragmatique et une coopération régionale. L'opinion publique est restée prudente vis-à-vis des deux grandes puissances, mais s'est montrée de plus en plus favorable à un engagement équilibré. La coopération avec Moscou ne suscitait plus l'enthousiasme qu'elle avait autrefois, mais l'engagement avec Washington n'entraînait plus de coût politique. La polarisation idéologique qui teintait autrefois les débats de politique étrangère s'est estompée, permettant une approche plus flexible de la gestion des alliances.

2025 : NORMALISATION TRANSACTIONNELLE SOUS TRUMP

Une nouvelle phase dans le triangle

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025 n'a pas marqué une rupture, mais une adaptation dans les relations entre les États-Unis et la Turquie. Ce changement ne portait pas tant sur l'innovation politique que sur le ton et le processus: la réémergence d'une diplomatie personnalisée, menée par les dirigeants, qui privilégiait la négociation et la conclusion d'accords tactiques plutôt que les procédures institutionnelles. Pour Ankara, cela a créé un environnement encore plus flexible. Pour Washington, cela offrait une opportunité de réengager la Turquie dans un ordre redéfini du Moyen-Orient et de la mer Noire.

En réalité, les priorités mondiales de la nouvelle administration (concurrence avec la Chine, sécurité énergétique et partage des

responsabilités régionales) réduisaient déjà la centralité des différends traditionnels entre alliés et l'importance des critères démocratiques. Ce repositionnement a bénéficié à Ankara. Le rôle de la Turquie en tant que membre de l'OTAN capable de dialoguer avec la Russie et en tant qu'intermédiaire régional en Ukraine, en Syrie et à Gaza était désormais perçu à Washington non plus comme une divergence, mais comme un atout. Parallèlement, Washington commence de plus en plus à considérer la Turquie comme un partenaire de premier plan, un acteur régional de confiance grâce auquel certains éléments de la posture sécuritaire et des charges opérationnelles des États-Unis peuvent être indirectement externalisés.

Réajustement de l'engagement en matière de défense et de sécurité entre les États-Unis et la Turquie

Sous la deuxième présidence de Trump, les relations entre Ankara et Washington en matière de défense et de sécurité sont restées marquées par des contraintes de longue date, mais le climat politique est devenu plus conciliant. Les sanctions CAATSA imposées en 2020 en raison de l'achat par la Turquie du système de défense aérienne S-400 sont restées en vigueur. Trump a toutefois relancé un canal de négociation pragmatique, conditionné à la résolution du problème des S-400. L'exclusion du F-35 a également perduré, mais le ton s'est adouci. L'acquisition parallèle par la Turquie d'avions F-16 Block-70 et de kits de modernisation, officiellement approuvée en janvier 2024 après la ratification par Ankara de l'adhésion de la Suède à l'OTAN, a progressé en 2025. Trump a publiquement présenté la mise en œuvre de cet accord comme « gagnant-gagnant », mettant en avant le partage des charges de l'alliance et la coopération industrielle, plutôt que les griefs passés.

Au-delà des avions de chasse, la coopération dans le domaine de l'aérospatiale et des biens à double usage s'est élargie grâce aux contrats

conclus avec Boeing. En 2025, Turkish Airlines et des transporteurs privés ont finalisé l'achat d'avions civils importants, que l'équipe Trump a présenté comme un succès phare en matière d'exportation. Bien que ces accords aient été d'ordre commercial, ils ont également servi d'instruments symboliques de réassurance diplomatique, démontrant que les secteurs du commerce et de la défense pouvaient toujours ancrer la relation.¹³ La forte présence de Boeing à Washington a offert à Ankara un accès indirect à des interlocuteurs du Congrès qui, autrement, auraient été sceptiques à l'égard de la Turquie. Sur le plan opérationnel, les États-Unis et la Turquie ont maintenu une étroite coordination en matière de police aérienne de l'OTAN, d'opérations contre l'État islamique et de sécurité maritime en Méditerranée orientale — des activités préexistantes à l'ère Trump, mais qui ont bénéficié du rétablissement de la communication au niveau des dirigeants.

En résumé, la période Trump n'a pas résolu les différends structurels inhérents à la CAATSA ou à l'impasse S-400/F-35, mais elle a dépolitisé les interactions en matière de défense grâce à un engagement sélectif centré sur le commerce.

Interdépendance énergétique et financière : le tournant de 2025

L'énergie a continué de définir l'un des axes les plus persistants de la politique étrangère de la Turquie. La Russie est restée le principal fournisseur de gaz de la Turquie, et l'exploitation de la centrale nucléaire d'Akkuyu, financée et construite par la société russe Rosatom, a souligné l'importance de l'implication russe dans les infrastructures

énergétiques turques. Parallèlement, Ankara a poursuivi sa diversification en augmentant ses importations de GNL, en renforçant ses liaisons par gazoduc avec l'Azerbaïdjan et en attirant des investissements occidentaux dans les énergies renouvelables. Les États-Unis ont publiquement encouragé cette diversification progressive, estimant qu'une rupture soudaine avec l'énergie russe était irréaliste compte tenu de l'ampleur des besoins de la Turquie.

En 2025, les États-Unis ont renforcé leur dispositif de sanctions contre la Russie, ce qui a entraîné de nouvelles implications systémiques pour la position triangulaire de la Turquie. En octobre, Washington a imposé des sanctions aux deux plus grandes compagnies pétrolières russes, Rosneft et Lukoil, et a explicitement menacé de sanctions secondaires les banques et négociants étrangers facilitant leurs opérations.¹⁴ Cela a marqué un tournant stratégique : le risque de mesures punitives contre les acteurs de pays tiers impliqués dans le commerce du pétrole russe est devenu immédiat et konçerto. En conséquence, la Turquie se retrouve davantage exposée à d'éventuelles sanctions secondaires, en particulier dans les secteurs où les transactions financières et énergétiques se croisent.¹⁵ En d'autres termes, l'importance de cette évolution ne réside pas seulement dans les flux énergétiques, mais dans leur intersection avec le système financier occidental : les infrastructures d'importation, les liens bancaires et les canaux de facilitation commerciale de la Turquie pourraient être visés par des mesures coercitives américaines, même si Ankara n'était pas directement sanctionnée. Bien que des efforts de diversification (GNL,

13 Kanat, K.B. and Cetin, O.A., 2025. F-35: Rise and Fall of Defense Industrial Cooperation. In *Allies in Arms: Turkish-American Defense Relations* (pp. 119-162). Cham: Springer Nature Switzerland.

14 Butler, G. (2025) *What's the significance of US sanctions on Russian oil?* BBC News, 23 October. Available at: <https://www.bbc.com/news/articles/c0qpne1pz3iq> (Accessed: 25 October 2025).

15 Atlantic Council (2025) 'How the new US sanctions on Russian oil will impact energy markets' *EnergySource* blog, 10 Oct. Available at: https://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/how-the-new-us-sanctions-on-russian-oil-will-impact-energy-markets/?utm_source=chatgpt.com (Accessed: 25 Oct. 2025).

énergies renouvelables, liens avec l'Azerbaïdjan) aient déjà été entrepris, la vague de sanctions de 2025 a entraîné une coordination financière accrue avec les institutions américaines et occidentales.

Le développement clé en 2025 a donc été la réécriture du cadre des coûts : la coopération avec la Russie a été maintenue, mais ses coûts financiers et réputationnels au sein de l'Occident ont augmenté. En effet, le triangle entre Ankara, Moscou et Washington a évolué : les liens énergétiques de la Turquie avec la Russie ont conservé leur profondeur structurelle, mais leur marge de manœuvre politique s'est réduite avec l'introduction de la logique des sanctions secondaires américaines.

Dynamiques régionales sous Trump : Syrie, Gaza et signaux stratégiques

La dimension régionale de la politique étrangère de la Turquie en 2025 a également été définie par l'interaction entre sa coordination évolutive avec Washington et le retrait progressif de Moscou du Moyen-Orient. Sous la deuxième présidence de Trump, les États-Unis ont adopté une posture régionale plus légère, mais davantage transactionnelle, qui dépendait de partenaires fiables pour gérer les crises sans implication directe des États-Unis. Ce changement a placé Ankara dans une position clé : un allié de l'OTAN avec une présence opérationnelle sur le terrain et des canaux diplomatiques ouverts vers Moscou.

En Syrie, le paysage post-Assad est devenu le principal terrain d'essai de cette dynamique triangulaire. Avec l'effondrement du régime Assad, sur fond de surextension stratégique de la Russie et d'extension excessive de l'Iran, la

Turquie est apparue comme le garant de facto de la sécurité dans une grande partie du nord et du centre de la Syrie. Trump a publiquement crédité Erdogan de « vainqueur de la Syrie », un geste qui portait un poids politique interne pour les deux dirigeants.¹⁶ Cependant, derrière cette rhétorique se cachait un calcul plus pragmatique : Washington considérait le contrôle turc comme le mécanisme le plus viable pour stabiliser la Syrie, tandis qu'Ankara voyait cet arrangement comme une reconnaissance de sa primauté régionale. Incapable de maintenir son niveau d'intervention précédent, la Russie a toléré l'ascension de la Turquie, mais a cherché à préserver une influence limitée par le biais de la diplomatie énergétique et de la reconstruction.¹⁷

À Gaza, les événements de 2025 ont coïncidé avec la tentative de l'administration Trump de mettre en place un nouveau « accord de stabilité » à travers la région. La médiation de la Turquie, menée en parallèle avec le Qatar et l'Égypte, s'alignait sur les objectifs américains de désescalade. Les États-Unis ont encouragé la coordination humanitaire turque et la gestion de la logistique de reconstruction. Moscou, en revanche, manquait de la capacité d'agir au-delà de déclarations symboliques, soulignant l'asymétrie du triangle: Washington et Ankara partageaient la responsabilité opérationnelle, tandis que la Russie se retirait de la scène diplomatique au Moyen-Orient.

En Ukraine, le rôle d'intermédiaire de la Turquie a persisté, mais a évolué sous l'approche de Trump à l'égard de la guerre. La Maison Blanche a donné la priorité au contrôle des coûts et à l'engagement indirect, s'appuyant sur les acteurs régionaux pour maintenir les couloirs diplomatiques. La médiation d'Ankara dans le renouvellement de l'Initiative céréalière de la

¹⁶ Daily Sabah (2025) 'Erdoğan solved Syria crisis, in major victory for Türkiye, Trump', *Daily Sabah*, 25 Sep. Available at: <https://www.dailysabah.com/politics/diplomacy/erdogan-solved-syria-crisis-in-major-victory-for-turkiye-trump> (Accessed: 25 Oct. 2025).

¹⁷ Reuters (2025) "Putin Offers Cooperation, Syrian Leader Backs Efforts to Stabilise Country", *Reuters*, 20 Mar. Available at: <https://www.reuters.com/world/putin-offers-cooperation-syrian-leader-backs-efforts-stabilise-country-2025-03-20/> (Accessed: 25 Oct. 2025).

mer Noire en 2025 illustre bien ce modèle. Si les États-Unis ont publiquement soutenu l'accord, son application dépendait de la capacité de la Turquie à maintenir le dialogue avec Kiev et une Moscou affaiblie. Pour la Russie, la Turquie restait le seul pont viable vers les systèmes financiers et logistiques occidentaux dans un contexte de sanctions croissantes. Pour les États-Unis, cela faisait d'Ankara un partenaire indispensable mais étroitement surveillé.

Sur tous ces fronts, la présidence de Trump a redessiné la géométrie du triangle. Washington ne percevait plus le dialogue de la Turquie avec Moscou comme un handicap, mais plutôt comme un atout dans l'externalisation de la gestion des crises. Ankara a tiré parti de cet environnement permissif pour affirmer son leadership en Syrie et à Gaza tout en maintenant son équilibre en Ukraine.

Le partenariat Trump-Erdoğan a ainsi créé un nouvel équilibre : une diplomatie personnalisée soutenue par des pragmatismes convergents. Erdoğan a retrouvé sa légitimité en tant que médiateur régional ; Trump a mis en avant le partage des charges sans déploiement de troupes sur le terrain. Cependant, cet accord a également révélé ses propres contradictions : le rôle opérationnel accru de la Turquie a renforcé sa dépendance vis-à-vis des garanties de sécurité américaines et du financement occidental, tandis que l'érosion du pouvoir de Moscou a réduit l'influence qui permettait autrefois à Ankara de jouer sur les deux tableaux.

CONCLUSION : LA NORMALISATION DE L'ASYMÉTRIE

Une décennie après la rupture de 2016, le triangle Turquie-Russie-États-Unis s'est stabilisé dans un modèle d'asymétrie normalisée. Ce qui avait commencé comme une tentative d'équilibre a évolué vers une condition structurée d'interdépendance contrainte. Aucun acteur n'a conçu cet équilibre ; il est apparu par

l'accumulation de limites, de dépendances et d'ajustements pragmatiques.

Les années qui ont suivi 2022 ont été décisives. La guerre en Ukraine a réancré la Turquie au sein de l'OTAN et a révélé l'ampleur de sa dépendance financière et technologique vis-à-vis de l'Occident, tout en maintenant ses liens énergétiques et sécuritaires régionaux avec la Russie. Le retour d'une administration américaine transactionnelle en 2025 n'a pas transformé cette géométrie ; il l'a simplement rendue explicite. La diplomatie est devenue moins idéologique et plus instrumentale, mais les structures sous-jacentes – énergie de l'Est, sécurité de l'Ouest – sont restées stables. La rhétorique de Trump sur le partenariat et les appels d'Erdoğan à l'autonomie ont changé le ton, mais pas le fond.

L'engagement de la Turquie envers la Russie persiste car les fondements matériels de la coopération – pipelines, réacteurs, tourisme, commerce – ne peuvent être démantelés sans provoquer un choc économique. Sa dépendance vis-à-vis des marchés occidentaux, des capitaux et de l'intégration en matière de défense est encore plus profonde. Ces liens transversaux limitent les choix mais garantissent également que la rivalité géopolitique reste contenue. L'équilibre est maintenu non pas par la maîtrise politique, mais par l'inertie de l'interdépendance : chaque acteur calibre ses mouvements en fonction du chemin parcouru. À l'heure actuelle, pour les États-Unis, le partenariat limité de la Turquie avec la Russie est une variable gérable ; pour la Russie, l'engagement avec la Turquie est l'une des rares voies d'accès restantes au système occidental ; pour la Turquie, le triangle lui-même est le cadre dans lequel la survie et le statut doivent être négociés.

La leçon structurelle de la décennie est plus paradoxale que réconfortante : l'autonomie recherchée par la diversification a conduit à un réseau de dépendance plus dense, et non plus lâche. Ce qui perdure aujourd'hui, ce n'est pas

l'équilibre, mais l'inertie, une configuration soutenue moins par une conception que par le coût élevé du changement. Tant que l'énergie, la finance et la sécurité resteront étroitement liées entre Ankara, Moscou et Washington, le triangle persistera, mais comme un système de confinement plutôt que d'autonomisation. En ce sens, la stabilité cache la stagnation : chaque niveau d'interdépendance qui empêche la rupture limite également le renouveau. Le défi

pour Ankara n'est pas seulement de gérer cette géométrie de manière plus délibérée, mais aussi de se demander si la gestion de la dépendance peut remplacer l'instauration d'un ordre. Sans imagination institutionnelle et sans réforme crédible au niveau national, le triangle risque de devenir non pas une stratégie, mais un piège, un équilibre durable qui normalise la contrainte comme une forme de souveraineté.

PROF. DR. EVREN BALTA

La Dr Evren Balta est titulaire d'un doctorat en sciences politiques du Graduate Center, CUNY (2007), d'une maîtrise en sociologie de l'Université technique du Moyen-Orient (1999) et d'une maîtrise en affaires internationales de la School of International and Public Affairs de l'Université Columbia (2001). Elle a obtenu sa licence en relations internationales à la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara.

Les recherches de la Dr Balta couvrent divers sujets en sciences politiques, notamment la sécurité, les conflits internes, la politique étrangère turque, le populisme et la citoyenneté. Ses travaux ont été publiés dans des revues de premier plan telles que *Democratisation*, *Party Politics*, *Ethnic and Racial Studies* et *Sociology*. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages importants, notamment *Politics of the Future* (avec Fuat Keyman, Ayrıntı Publications, 2022), *The American Passport in Türkiye: National Citizenship in the Age of Transnationalism* (avec O. Altan-Olcay, UPenn, 2020 ; édition turque, 2024), *Age of Uneasiness* (İletişim Publications, 2019) et *Global Security Complex* (İletişim Publications, 2012). Elle a également édité des ouvrages tels que *Neighbors with Suspicion: Dynamics of Turkish-Russian Relations* (avec G. Özcan et B. Beşgül, İletişim Publications, 2017), *Introduction to Global Politics* (İletişim Publications, 2014) et *Military, State, and Politics in Türkiye* (avec İ. Akça, Bilgi University Publications, 2010).

Son ouvrage, intitulé *The American Passport*, a reçu le prix du meilleur livre rédigé par un chercheur international décerné par la section Sociologie mondiale et transnationale de l'Association américaine de sociologie. Ses recherches ont été soutenues par des institutions telles que l'Association américaine des femmes diplômées des universités, la Fondation Mellon, le Fonds fiduciaire Bella Zeller Scholarship, le Conseil de la recherche scientifique et technologique de Turquie et le programme Fulbright Scholar.

La Dr Balta a occupé divers postes universitaires et de recherche, notamment ceux de professeure adjointe et agrégée à l'université technique Yıldız d'Istanbul, de chercheuse invitée à l'Institut des sciences humaines de Vienne (programme « Russia in Global Dialogue », 2017) et de professeure invitée au programme de relations internationales de l'université de New York (chercheuse invitée Fulbright, 2017-2018). Elle a terminé son programme en tant que chercheuse non résidente au Middle East Institute à Washington, DC, et chercheuse invitée au Weatherhead Center for International Affairs de l'université Harvard en 2025.

En 2018, elle a reçu le Distinguished Alumni Award du programme de sciences politiques du CUNY-The Graduate Center.

La Dr Balta est coordinatrice académique du Forum politique mondial de la TÜSİAD et conseille activement la société civile et les partis politiques en Turquie. Elle contribue également à des médias nationaux et internationaux sur des questions liées à la démocratie et à la politique étrangère turque.

NOTE DE CONJONCTURE

NOVEMBRE 2025

L'INSTITUT DU BOSPHORE EST SOUTENU PAR



AXA SIGORTA



GIDE



Pernod Ricard Turkey



TEB

AVEC LE SOUTIEN DE

TUSIAD